

PAUL NIZAN

# Chronique de septembre

PRÉFACE  
D'OLIVIER TODD

*nrf*

GALLIMARD









## PRÉFACE

*Paul Nizan publie Chronique de septembre le 20 mars 1939. Alors, Nizan est un romancier connu : il a obtenu son premier grand succès avec La Conspiration, prix Interallié 1938. Cette récompense va toujours à un journaliste : dans ce métier-là aussi, Nizan, à trente-quatre ans, est reconnu. Voie classique en France, il est passé de la critique littéraire au reportage, puis à l'analyse politique. Il travaille de juillet 1935 à octobre 1937 pour les pages de politique étrangère de L'Humanité, sous la direction de Gabriel Péri. Ensuite, après son retour d'U.R.S.S., Nizan devient chef du service étranger à Ce Soir, dirigé par Louis Aragon : ce quotidien emploie surtout des communistes et des compagnons de route n'appartenant pas au P.C.F. mais soigneusement triés.*

*Nizan suit la sombre saga munichoise de près. Il est, entre autres, accrédité à la S.D.N. : cela explique en partie, pendant cette période, sa fascination, sinon sa passion, pour la diplomatie formelle, les textes, les discours, les conversations avouées ou secrètes. Nizan est accablé par ces ballets diplomatiques fréquemment dérisoires qui, de Paris à Londres, de Prague à Munich, débouchent sur un prétendu accord. En soi, l'événement lui paraît assez considérable pour vouloir reconstituer à chaud la série de faits qui aboutit à un désaccord de dupes. Tout journaliste témoin d'un moment, d'un tournant — décisif? — de l'Histoire, éprouve spontanément la tentation d'en dégager une synthèse, de faire ressortir les causes et les effets principaux, tout en sentant que le recul et de nombreux témoignages lui manquent. Pour Nizan, il s'agit de mettre de l'ordre dans la masse d'informations incomplètes, kaléidoscopiques, sensationnelles, souvent incompréhensibles que les médias déversent*

sur cette garce changeante, l'opinion publique. Nizan cherche aussi sans doute à organiser ses idées. Malgré le ton quelquefois hautain de cet ouvrage, l'auteur sait fort bien qu'il ne saurait souvent aller au-delà d'« interrogations redoutables ». Cette chronique est son dernier livre publié. Mais pas le dernier que Nizan ait écrit : avant d'être tué au château de Coëtlegon le 23 mai 1940, pendant la retraite de Dunkerque, Nizan avait achevé *La Soirée à Somosierra*, un roman qui, précisément, se déroulait en partie dans les milieux diplomatiques. Enterré dans un champ, le manuscrit ne fut jamais retrouvé. Il nous aurait probablement éclairé sur la brusque évolution politique de Nizan.

De tous les livres de Nizan, *Chronique de septembre* est celui qui a le moins retenu l'attention des Nizanologues, surgissant partout depuis que Sartre, avec sa vibrante préface à *Aden Arabie*, a ressuscité son ami. *Chronique de septembre*, au départ, devait avoir pour titre *Histoire de septembre* : c'est, incontestablement, le moins littéraire, le moins retouché, des huit livres de Nizan. Pas simplement parce que le chroniqueur est pressé par le temps. Parce qu'il veut restituer l'essentiel, reconstituer le squelette. Aujourd'hui, sans doute, un journaliste mettrait plus de chair, de notes de couleur. Nizan, ici, fait un effort très sensible pour ne jamais romancer. Il trace rarement un portrait. Il n'avance aucune hypothèse implicite sur les états d'âme des protagonistes. On ne trouvera, dans ce livre-document, aucun morceau de bravoure. Entre les principaux personnages et lui-même, Nizan établit une distance permanente et des politesses barbelées : il parle de « M. Hitler », de « M. Édouard Benès », de « Sir John Simon »... Romancier pourtant, Nizan évite avec soin — trop peut-être — de décrire, d'interpréter des caractères. Édouard Daladier ou Neville Chamberlain apparaissent en demi-teintes, dans des gris gros deuil. Le personnage d'Édouard Benès ne ressort qu'à travers ses discours, encore émouvants aujourd'hui. Adolf Hitler paraît presque aseptisé.

Dans son introduction, Nizan s'interroge, comme un universitaire le ferait, sur la méthodologie journalistique, sur ce qu'un positiviste-logique aurait appelé la vérification des « propositions » journalistiques. Cette partie de l'ouvrage, la plus intéressante, reste, en gros, très valable, même si elle fut écrite à un moment où la pratique de la radio était plus limitée qu'aujourd'hui, à une époque où la télévision, en direct ou en différé, ne jouait qu'un rôle

*expérimental. En France, la première émission télévisée sera diffusée à partir de la tour Eiffel en 1935. Aujourd'hui, tous les reporters de la presse écrite le savent bien, radio et télévision fournissent des sources importantes aussi, quoique évanescentes et simplificatrices. En quarante ans, l'univers journalistique est devenu infiniment plus riche et l'infrastructure des communications plus complexe. Les télex, les correspondants particuliers et les envoyés spéciaux se marquent, se démarquent, se plagient et se vérifient les uns les autres, dans la diversité, la concurrence, le contrôle. Théorisant sur sa pratique, Nizan suggère bien que le journalisme ne saurait être une science. Il comprend sa marge d'art et d'artifice. Dans ce métier, la part de chance et d'intuition est considérable. C'est là qu'apparaissent le flair et le talent. Nizan parle d'« esprit de risque et de pari ». Au fond, Nizan journaliste cherche à définir avec sécheresse les quelques règles élémentaires d'autocritique que tout journaliste rigoureux, honnête, applique naturellement.*

*Nizan est cependant freiné par sa philosophie générale : il est toujours marxiste, communiste, et passablement manichéen. Nulle part il ne fait sentir qu'en 1938 comme en 1978, l'essentiel, pour le journaliste, c'est d'abord le contexte dans lequel il travaille. Certaines sociétés, totalitaires, sont fermées. Elles retiennent, limitent, cadennassent l'accès à l'information. Elles pratiquent la censure ou imposent l'autocensure. D'autres, libérales, ouvertes, ne laissent pas tout filtrer. En principe, au moins, elles ne supposent pas que le journalisme, sous toutes ses formes, du reportage sportif à l'éditorial, est un sous-produit insuffisant mais nécessaire de la propagande. Dans l'Allemagne nazie ou en U.R.S.S., manipulations, sélections, interdictions sont les règles du jeu informatif. En Grande-Bretagne ou en France, parce qu'on en a le droit et souvent les moyens, on peut coller de plus près à l'événement. La « fuite », source utile, surtout dans la négociation diplomatique, courante dans les sociétés ouvertes, est exceptionnelle dans les sociétés fermées. Alors, Nizan est trop intelligent pour ne pas le savoir mais trop militant pour l'écrire, même si, pour ce récit, il a certainement bénéficié de quelques confidences du député communiste tchèque Vladimír Clementis. Les deux hommes s'appréciaient beaucoup.*

*Au-delà de la critique constructive et incomplète de l'activité journalistique que l'on trouvera dans cette introduction, quelle vision de l'histoire et du monde habite Nizan, intellectuel qui va dans quelques mois démissionner brutalement du P.C.F., après*



*la signature, le 23 août 1939, du pacte de non-agression germano-soviétique?*

*Lorsqu'il rédige sa Chronique, Nizan est intimement persuadé que l'Europe se trouve à mi-chemin de la fausse paix et de la vraie guerre. Sa perception globale de l'Histoire contemporaine semble pourtant en même temps fort archaïque et très moderne. Archaïque parce qu'il est obsédé par les aller et retour des hommes politiques. A le lire, on a parfois le sentiment que le sort de l'Europe se joue avant tout dans les conseils des ministres, à travers les débats parlementaires, au seuil des antichambres des dictateurs ou des Premiers ministres. Pour certaines journées, il n'a peut-être pas tort. Mais, dans ce récit, l'absence de références économiques ou militaires, précisant même brièvement le cadre de la narration, surprend surtout de la part d'un marxiste. Vision moderne aussi parce que Nizan ne décèle pas une différence de nature fondamentale entre l'observation du présent récent par le journaliste et celle du passé lointain par l'historien. Pour Nizan, ce présent, surtout dans une société complexe (européenne dans les années trente, mondiale maintenant) et dans un système de plus en plus multinational, n'est pas tellement plus palpable que le passé. Malgré les apparences ou les illusions, il n'y a pas plus connaissance journalistique directe des événements qu'il ne peut y avoir observation historique directe des sociétés disparues. Nizan dit : « Le fait "journalistique" n'obéit pas à d'autres règles que le fait proprement historique... Il est exactement, au même titre que lui, l'objet d'une connaissance indirecte, d'un savoir fondé sur des traces — sauf au cas, fort rare, où l'on est soi-même le premier témoin. » Dans cette perspective, pour le journaliste comme pour l'historien, la connaissance est médiate, pas immédiate. L'un et l'autre — quand ils reconstituent des séquences d'événements — travaillent la plupart du temps sur documents. Pour la méthodologie, Nizan n'aurait sans doute pas été désavoué par Marc Bloch. En revanche, il aurait probablement été surpris — pas choqué — devant la forme de journalisme portée à son point extrême par Theodore White, et qui tente de faire, justement, du journaliste, le témoin principal et privilégié.*

*Qu'est-ce qui, tout de même, distingue souvent le journaliste de l'historien? Qu'il ait la froideur de l'agencier ou la chaleur d'un reporter engagé, le premier se montre, presque toujours, infiniment moins indifférent devant les faits traqués. Nizan le sait bien. Pour renforcer un récit qui se veut objectif, il adopte un ton presque*

glacé, à l'élégance amère. Pourquoi? Parce qu'il ne veut rien avancer qu'il ne puisse étayer par ces chères « traces », pièces, discours, déclarations...? Bien sûr. Aussi parce qu'il a encore une représentation orthodoxe du jeu diplomatique tel que l'imagine, dans ces années trente, l'Internationale communiste. Nizan n'est pas encore le déviant, l'original exemplaire, le démissionnaire. Il travaille dans un schéma qu'aucun historien, pas même communiste, n'accepterait en 1978.

Mais, attention! Après avoir rédigé sa chronique, même après avoir quitté le P.C. cinq mois plus tard, Nizan ne deviendra pas un libéral. Il ne reniera pas le marxisme-léninisme. Il n'a pas eu le temps de guérir. Humainement, il n'était pas stalinien. Mais il n'a pas alors — en tant que journaliste — bronché devant les procès de Moscou ou d'autres manifestations du stalinisme. En privé, il faisait part de ses doutes devant ces procès — jamais en public. Certains auraient tendance à faire de lui aujourd'hui un moraliste vertueux de la politique. Il n'est en rien un gourou pour nouveaux philosophes. En octobre 1939, ayant quitté le P.C., dans une lettre, il médite : « Sur le fond, je crois avoir raison : il n'y a que les événements qui me confirmeront ou m'infirmeront. Mais non les arguments du type moral. Ce n'est pas parce que je croyais " mal " de la part de l'U.R.S.S. son accord avec Berlin que j'ai pris la position que j'ai prise. C'est précisément parce que j'ai pensé que les communistes français ont manqué du cynisme politique nécessaire et du pouvoir politique de mensonge qu'il eût fallu pour tirer les bénéfices les plus grands d'une opération diplomatique dangereuse. Que n'ont-ils eu l'audace des Russes? »

En 1938 comme en 1939, ces Russes ont imposé et diffusé à travers le monde une conception simpliste. Un temps, elle les sert assez bien, du moins chez ceux qui se disent ou se croient progressistes. Pour l'Internationale communiste, dans le camp des démocraties, la Grande-Bretagne, partisan de l'« apaisement », prête à tous les compromis, est présentée comme l'acteur principal. Et cela, malgré la puissance démographique, industrielle et militaire supérieure de l'Allemagne. Sur cette lancée, la Grande-Bretagne est le pays qui a imposé une fausse neutralité pendant la guerre d'Espagne, que Nizan a « couvert ». Dans une pensée fortement léniniste, la Grande-Bretagne est l'« impérialisme » par excellence. Plus tard, au théâtre de l'Histoire marxiste primaire, la Grande-Bretagne sera remplacée par les États-Unis. Ce sont les prudences,

*les hésitations, les machinations, les sottises, les bouffonneries du gouvernement britannique qui préparaient le compromis et les compromissions de Munich, bouleversantes pour Nizan. Son anglomanie, son amour des tweeds et d'Alice au pays des merveilles, ne couvre pas Neville Chamberlain.*

*Communiste orthodoxe, Nizan laisse partout entendre que toute l'affaire fut avant tout une farce sinistre, jouée par les gouvernements occidentaux pour le douteux bénéfice de leurs peuples floués. Aux heures décisives, implicitement, le gouvernement français est le peu brillant second de celui de Neville Chamberlain. Nizan ne l'affirme pas, ne le souligne pas catégoriquement, mais dans son récit tout ce qui converge vers Munich paraît dicté par une volonté monomaniaque d'isoler l'U.R.S.S. Mieux : de provoquer contre elle une alliance des démocraties occidentales, du Nazisme et du Fascisme : « Dès l'origine de la crise, écrit Nizan, le cabinet britannique a vu, entre autres, dans l'affaire tchécoslovaque, la possibilité d'un rapprochement anglo-allemand. »*

*L'explication n'est pas entièrement fausse. Dans les milieux officiels et officieux français, beaucoup de membres de l'Establishment avaient sans doute plus de sympathie pour Berlin et Rome que pour Moscou. Cependant l'objectif essentiel des hommes au pouvoir à Londres et à Paris, contrairement à ce qu'avanceront longtemps les communistes de tous les pays, ne sera pas de lancer Hitler contre Staline. Il serait plutôt de ne pas lancer Hitler du tout. Les têtes chercheuses et pensantes à Londres ou Paris envisageaient trois hypothèses : la pire consistait à se retrouver seules face à Hitler. La meilleure, de contempler Hitler combattant Staline. L'hypothèse moyenne, c'était l'alliance des démocraties occidentales avec l'U.R.S.S. contre l'Allemagne. En 1938, on le voit plus clairement aujourd'hui, le problème fondamental des démocraties, avec leurs vices sociaux et leurs vertus politiques, c'est l'existence simultanée à cette époque de deux totalitarismes : d'un côté l'U.R.S.S. qui dans l'opinion de gauche — après le Front populaire et à travers la guerre d'Espagne — conserve son auréole de progressisme sur le plan intérieur comme dans le domaine de la politique étrangère. A Moscou, aux Affaires étrangères le dur Viatcheslav Molotov succédera au suave Maxime Litvinov, le 5 mai 1939 seulement. De l'autre côté se consolide un bloc germano-italien. Benito Mussolini hésite. Il pense que son pays ne sera pas prêt à faire une guerre à l'échelon européen avant 1943. Cette*

*vision de Nizan ne s'effrite partiellement qu'après le pacte germano-soviétique. Quand il ajuste sa chronique, il fait encore confiance à l'U.R.S.S. A chaque instant, elle prône la sécurité collective.*

*Nizan ne pourra jamais écrire la postface à ce livre, tirer les leçons de l'épisode dramatique qui l'a secoué, comme tant d'autres observateurs plus ou moins lucides. Il en éprouvera le besoin. Le 15 octobre 1939, aux armées, il écrit : « ... Il me semble que je commence à débrouiller le détail des événements de ces deux derniers mois, il y aura de beaux jours pour une Chronique de septembre (II) faite du point de vue de l'historien... »*

*Comme l'a noté Liddell Hart, sans doute le meilleur historien militaire de la Seconde Guerre mondiale, l'erreur de Munich, son pari stupide, n'a jamais été effacé. En septembre 1938, la Tchécoslovaquie perd son indépendance. Elle ne l'a jamais retrouvée. En 1945, l'U.R.S.S. hérite de l'espace vital hitlérien. En 1939, Grande-Bretagne et France consentirent — enfin ! — à faire la guerre pour la Pologne, à « mourir pour Dantzig ». En 1978, Tchécoslovaquie et Pologne restent des terres d'occupation. En 1938, la Tchécoslovaquie était le seul pays libéral de l'Europe centrale mais il se trouvait comme coincé entre deux États totalitaires, l'U.R.S.S. et l'Allemagne, et des régimes dictatoriaux en Pologne, en Hongrie. La Tchécoslovaquie est une sorte de miracle de l'Histoire : en 1968, cette nation trouvera l'énergie morale pour effectuer la première tentative de transition historique du stalinisme à la liberté. Devant la Tchécoslovaquie, Nizan reste assez froid. Serait-ce parce qu'il est de bon ton, chez les marxistes, de mépriser ce perpétuel vaincu de l'Histoire ? Déjà Engels, pangermaniste conventionnel, voyait dans ses habitants un peuple non historique. Il parlait sans difficulté d'une « nationalité tchèque en voie d'extinction ».*

*Le lâchage de la Tchécoslovaquie par la Grande-Bretagne et la France en 1938 sera plus qu'une trahison diplomatique : c'est une trahison culturelle, l'abandon d'une nation sœur, industrialisée et libérale. Lorsque des Français rendent rituellement hommage au « Printemps de Prague » de 1968, ils tentent aussi d'effacer l'automne de 1938.*

*Au-delà d'erreurs ponctuelles, qu'est-ce qui laisse insatisfait dans le récit de Nizan ? Il a un tort immense : il suppose une rationalité cachée des acteurs. Il paraît tout à fait convaincu qu'un examen méticuleux des faits permet de démontrer qu'une ou plusieurs*

logiques s'exercent dans un déterminisme éclatant. Nizan n'envisage même pas une horrible vérité possible : et si tous les hommes politiques de l'époque avaient été dépassés? On dira qu'Hitler, lui, savait fort bien où il voulait aller. La monstrueuse simplicité du projet hitlérien donne au régime et à la brutalité de la diplomatie nazis les apparences de l'intelligence, de la rationalité. Dans le jeu politique international, il était assez facile de briller quand on disposait d'une armée comme la Wehrmacht, quand on acceptait, quand on voulait la guerre et qu'on ne s'intéressait pas vraiment à l'issue finale du conflit. Le jeu diplomatico-militaire hitlérien est à l'opposé du jeu bismarckien. Celui-ci avait un but : l'unité allemande. L'aventure hitlérienne, dont Munich n'est qu'un épisode, aboutit à l'inversion de l'aventure bismarckienne : quarante ans après Munich, l'Allemagne est divisée en deux à la satisfaction de tous peut-être, sauf des Allemands.

En un sens, l'erreur de Nizan fut celle de tous les gouvernements occidentaux de l'époque : dans leurs négociations avec « M. Hitler », ils supposaient qu'il y avait une rationalité nazie. Le Führer aurait eu un simple plan de réorganisation de l'Europe, assez déplaisant pour les partisans du statu quo, mais net, limité : ce nationaliste excessif s'arrêterait bien lorsque seraient réunis au Reich des populations allemandes limitrophes, autrichiennes et sudètes. Mais le projet expansionniste hitlérien, au-delà d'objectifs concrets à court terme, c'est la fuite en avant dans une mésaventure métaphysique et guerrière. Le mégalomane n'était pas un Metternich. Il travaillait dans la confusion à long terme. Parfois, Nizan pressent cette confusion irrationnelle : « Peu de périodes auront été plus confuses et ont contenu plus d'incertitudes. » Nizan perçoit aussi de temps en temps le clair-obscur de toute la situation. Jusque dans les rencontres au sommet (dirait-on aujourd'hui) : « Il y a un mystère de Godesberg, le mystère de la métamorphose qui fait que M. Chamberlain, entré chez M. Hitler avec un air "terriblement résolu" en est ressorti prêt à battre en retraite. » Chamberlain, comme Daladier son compère, fut plus « paumé » que Munichois.

Cet élément d'incertitude multiple, cette dimension floue n'apparaîtront nettement qu'après le déclenchement de la guerre. Maintenant, il est évident que l'Allemagne ne parviendrait pas à envahir la Grande-Bretagne après l'échec de la bataille d'Angleterre. Hitler n'était-il pas profondément imprévisible? L'aviation britannique le bat en novembre 1940 — et en juin 1941, il se retourne

*contre l'U.R.S.S. Il donne à la guerre sa dimension mondiale et du coup garantit sa propre défaite. Il n'était pas inévitable, fatal, mais il était probable que les États-Unis, avec leur potentiel industriel, rejoindraient les démocraties occidentales. Dans cette optique, la sympathie de Nizan pour les États-Unis et Roosevelt est curieuse et presciente.*

*Dans une perspective large, les négociations de Munich apparaissent comme un tournant capital aux Occidentaux. (Aujourd'hui, c'est surtout en Tchécoslovaquie, en Grande-Bretagne, en France que le nom évoque des spectres et des hontes.) Pour Hitler lui-même, Munich fut simplement un des points de rupture possibles, ni plus ni moins, sur le chemin inévitable de la guerre. Le problème du régime nazi n'était pas le monde extérieur. Il avait, en tout cas, résolu de l'agresser dans son intégralité, sans tenir compte des rapports de force militaires réels et potentiels; il avait décidé d'entraîner en douceur le peuple allemand vers une aventure meurtrière. Pour Hitler, la négociation décisive n'était pas avec Chamberlain ou Daladier. Elle n'était même pas de contraindre Mussolini au suivisme. La véritable négociation eut lieu avec les chefs de la Wehrmacht; ils hésitaient, eux, non pas en fonction de considérations humanitaires mais par rapport aux réalités militaires. En somme, après quelques succès faciles obtenus contre de petits pays, comme la Pologne ou la Yougoslavie, ou d'autres plus puissants mais divisés et mal préparés, comme la France, le Reich de Mille Ans fut écrasé par les vraies puissances de l'époque : un Royaume-Uni, nonchalant mais homogène, protégé par son insularité; une Union soviétique, encore arriérée mais disposant d'un territoire gigantesque et des ressources du totalitarisme; enfin et surtout, les États-Unis qui n'avaient qu'un problème sérieux à partir du moment où ils s'engageaient dans la guerre. Il s'agissait de savoir non pas si, mais quand, les États-Unis liquideraient l'Allemagne. En deux, trois, quatre ou cinq ans?*

*Naturellement, beaucoup de données manquaient à Nizan et il est plus facile d'interpréter l'histoire faite que l'histoire en train de se dérouler. On peut cependant adresser un reproche à l'auteur de Chronique de septembre. Il néglige un problème qui fut un prétexte pour Hitler : celui des Allemands, des Sudètes. Un contemporain le voit, Lord Runciman, chargé de mission britannique : « Il est devenu pour moi pleinement évident que ces districts frontières entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, où la population*

*sudète est en importante majorité, doivent recevoir immédiatement le droit de disposer pleinement d'eux-mêmes. » En France et ailleurs, depuis 1945, il est d'usage de considérer les accords de Munich comme uniformément mauvais, comme constituant le faux calcul diplomatique par excellence, l'imbécillité militaire type : c'est à ce moment-là, décrète-t-on, qu'il aurait fallu attaquer Hitler sans attendre de « forger l'acier victorieux ». On refuse maintenant — comme Nizan, mais avec moins d'excuses — d'étudier une moitié non négligeable du problème, qui concerne ces Allemands, intégrés à la Tchécoslovaquie par les partages territoriaux de Versailles en 1918. Ils ne constituaient pas une infime minorité, un petit groupe pittoresque de paysans égarés dans des chaumières montagnardes, repérables par des touristes ou des ethnologues attentifs et consciencieux. Ils étaient trois millions et demi, le cinquième environ de la population tchécoslovaque. Comme l'a fait remarquer avec sérénité, en déclenchant des tempêtes, A. J. P. Taylor, par rapport au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on pourrait soutenir que la Tchécoslovaquie de 1918 à 1938 fut aussi peu légitime que l'Empire austro-hongrois d'avant la Première Guerre mondiale. Le drame venait de ce que cet État, nationalement le plus illégitime de l'Europe centrale, fut le seul à incarner la démocratie. Sur cet aspect de la question tchécoslovaque, Nizan fait un peu trop pudiquement l'impasse. Il n'a pas senti à quel point ce problème des nationalités tourmentera le XX<sup>e</sup> comme le XIX<sup>e</sup> siècle.*

*On peut le suggérer calmement sans attenter à l'intégrité et à l'honneur tchèques : si l'Allemagne avait été libérale, le rattachement des Sudètes au pays, au Vaterland, n'aurait pas été scandaleux ou discutable. Dans une autre Europe, il y aurait eu un « Munich » moralement et politiquement acceptable.*

Olivier Todd.

## INTRODUCTION

Les événements de septembre ont posé aux journalistes qui avaient pour tâche de les suivre de difficiles problèmes *méthodologiques* : ces problèmes concernaient tous les différences et les analogies entre les démarches du journaliste et celles de l'historien.

★

Un rédacteur diplomatique est un historien de l'immédiat : il ne saisit jamais le présent qu'au moment même qu'il s'évanouit dans le passé de l'histoire, je veux dire qu'il fait l'histoire de la dernière journée ou de la dernière nuit, et que cette histoire s'interrompt chaque jour pour lui quelques minutes avant l'heure où les formes se bouclent et où les rotatives commencent à tourner. Il dispose de peu d'heures pour ordonner le récit d'événements inachevés ou à peine conclus, et pour former sur eux un jugement : la valeur du récit, le crédit du jugement sont fondés, comme chez l'historien, qui vise à établir un passé à peine plus *distancé*, sur l'utilisation de quelques sources.

★

Les sources quotidiennes du journaliste sont au nombre de cinq : les nouvelles d'agences, les informations de ses correspondants, les informations de presse, les informations verbales, les documents officiels. Le problème spécial du journaliste consiste en ceci qu'il *doit* critiquer ses sources au moment même qu'il



les emplois : la durée des vérifications ne compte pas pour l'historien, elle est tout pour le journaliste. La patience de l'histoire doit composer ici avec la vitesse de l'information publique. Cette composition de deux exigences contraires soulève des difficultés que l'on ne surmonte jamais : il y faut l'esprit de risque et de pari.

★

Il conviendra premièrement de distinguer entre les agences d'Etat et les agences privées : l'agence Stefani, l'agence Domei, le D. N. B., l'agence Avala, publient des informations qu'on peut regarder comme des manifestations officielles des gouvernements de Rome, de Tokio, de Berlin ou de Belgrade. Ce caractère n'implique pas régulièrement la véracité de la relation des faits, mais toujours la valeur gouvernementale de la version qui est donnée d'eux. Authentique ou déformée, cette version constitue un fait historique. Les versions données le 28 septembre des mesures décidées par le Gouvernement allemand étaient matériellement fausses : cette fausseté même constitue un fait aussi historique que le contenu réel que les nouvelles du D. N. B. démentaient. Ce genre d'informations traduit ce que les gouvernements souhaitent que le public croie : ce souhait est un événement historique. Quant au fait même, il ne sera jamais défini que par la comparaison de sa version officielle avec d'autres versions officielles, ou des versions privées, s'il en existe.

Les agences privées, si même un contrôle d'Etat s'exerce sur leurs informations, proposent des difficultés plus complexes. Il faut ici tenir compte des facteurs multiples, de l'orientation générale de l'agence, que commandent ses liaisons financières, économiques, politiques, sa structure, le rapport qu'elle a avec les affaires de publicité, de la mesure dans laquelle cette orientation est renforcée, affaiblie, ou annulée par un contrôle du pouvoir sur l'origine de ses informations, sur leur retransmission par les bureaux centraux de l'agence.

Il est notoire que l'anonymat des nouvelles que l'agence Havas diffuse dissimule un ensemble considérable de sources, de vérifications, de contrôles et de déformations. Les dépêches de Berlin, de Belgrade, de Varsovie, de Genève, celles des

envoyés spéciaux de l'agence Havas ne présentent pas des caractères homogènes de crédibilité. Leur anonymat couvre des personnes réelles. C'est un fait, qu'un journaliste ne doit pas ignorer, que les dépêches rédigées à Berlin par M. J..., à Belgrade par M. A..., à Varsovie par M. R..., sont des sources auxquelles il convient d'attacher plus de crédit qu'aux dépêches téléphonées de Genève par M. R..., un fait que les dépêches diplomatiques des envoyés spéciaux de l'agence présentent des caractères fort différents selon qu'elles émanent de M. B... ou de M. Q... Les liaisons et l'autorité personnelles, le niveau de culture, les opinions, les relations très diverses qu'ils entretiennent avec les ambassadeurs et les ministres de France, avec le ministre des Affaires étrangères, avec les représentants des gouvernements étrangers commandent les interprétations que les correspondants donnent des faits.

Il n'est pas inutile de savoir que pendant la crise de Septembre, M. H..., correspondant de l'agence à Prague, était entouré de conseillers henleiniens, et qu'il lui est arrivé de connaître avant le gouvernement de Prague des documents émanant du Parti des Allemands des Sudètes; que M. R..., employé de l'agence, était depuis longtemps en rapport avec le parti; que M. G..., autre employé, était correspondant d'un journal de l'émigration russe de Sofia, et qu'un troisième collaborateur, M. B..., fut expulsé de Tchécoslovaquie au moment de la mobilisation, à la demande de l'Etat-Major.

Ces variations personnelles se compliquent des variations toujours possibles; — dans le sens de la *rectification* ou de la *censure* — que peut subir à Paris la dépêche transmise par l'agent à l'étranger. Ces variations *collectives* ou peuvent s'exprimer les influences intérieures à l'agence elle-même et celles des contrôleurs désignés par les Pouvoirs publics, à travers quelques rivalités, ne sont pas aisément discernables.

On tirera de ces courtes remarques la conclusion qu'une information d'agence n'est à la rigueur utilisable que dans la mesure où on peut effectuer sur-le-champ les corrections nécessaires, ce qui implique qu'on sait de qui émane la dépêche et qu'on peut faire entrer en ligne de compte la variation personnelle du correspondant et les variations collectives de l'agence : cette critique de provenance et d'exactitude est pratiquement inexhaustible.



Les informations des correspondants soulèvent des difficultés moins étendues, dans la mesure où le rédacteur diplomatique a directement les moyens de savoir si les nouvelles qu'il reçoit d'eux sont ou ne sont pas infléchies dans un sens qu'il a pu lui-même définir, où il est au fait des positions professionnelles, sociales et politiques de collaborateurs qu'il a pu lui-même désigner.



Il existe entre tout journal et les journaux dont la parution précède la sienne le même genre de rapport qu'entre un ouvrage de l'esprit et les ouvrages antérieurs de même *ordre*. Commandé pour l'essentiel par l'état externe des événements, ce journal se définit cependant formellement par un rapport interne aux journaux antérieurement parus. Tous les journaux constituent un univers homogène et une suite continue, analogue à la succession historique des romans, des poèmes. C'est un fait qu'un journal du matin, dont les éditions sortent aux dernières heures de la nuit, se réfère toujours aux dernières éditions des journaux du soir et aux éditions de province des autres quotidiens du matin, un fait qu'un journal du soir dont les *sorties* s'échelonnent sur le cours de l'après-midi se réfère à la fois aux dernières éditions des journaux du matin, au journal de 10 h. 30 et aux éditions des journaux du soir. Il se fait un échange continu de renseignements, et comme une correction réciproque des erreurs, des surestimations, des sous-estimations, des lacunes : tout journal prend une suite.

Un rédacteur diplomatique — au même titre qu'un chef des informations — est amené à considérer comme *une* source l'ensemble des informations données par *tous* les autres journaux.

Par là est posé un problème qui ne diffère pas essentiellement de celui que les agences soulèvent : il ne comporte de solution approchée que pour autant que le rédacteur diplomatique est assez exactement renseigné pour tenter une correction instantanée des variations individuelles et des variations collectives.

Ce difficile travail est peut-être un peu moins complexe que

dans le cas des agences, où l'anonymat des informations se combine avec le mystère capitaliste de la direction des agences : les noms des rédacteurs et la direction des journaux ne sont pas *normalement* inconnus.

On sait que M. Robert Lorette publie dans *Paris-Soir* des informations allemandes dont le sérieux ne saurait se comparer à la frivolité des renseignements anglais de M. Massip dans *Le Petit Parisien*; que les nouvelles londoniennes de M. Yves Morvan dans *Le Journal* subissent des *inflexions* beaucoup plus graves que les nouvelles berlinoises de M. Georges Aguesse dans *Le Jour*. Enfin, l'orientation politique des journaux est d'ordinaire assez publique pour permettre des interprétations plus claires que celles que paraît autoriser le régime clandestin des agences : les articles de M. Bailby, de M. Elie-J. Bois, de M. Jean Fabry, de M. Edouard Helsey, de M. Jean Piot, de M. Léon Blum fournissent des éléments de « correction » des articles des correspondants et des rédacteurs diplomatiques du *Jour* du *Petit Parisien*, de *L'Intransigeant*, du *Journal*, de *L'Œuvre* ou du *Populaire*. Il est vrai qu'ils sont à leur tour « rectifiés » par eux : on ne saurait trop prendre garde aux contradictions qui se manifestent parfois entre la ligne d'un journal et ses informations étrangères : cela est connu pour *Le Jour*, où il arrive à M. Bailby d'écrire le contraire de ce qu'écrivent MM. Piétri ou Aguesse, comme il écrivait le contraire de ce que M. Michel Pobers affirmait; pour *Le Populaire*, où M. Paul Faure n'exprime que rarement ce qu'impliquent les articles de Genève ou de Londres de M. Louis Lévy; pour *Le Temps*, où les dépêches de Prague de M. Hubert Beuve-Méry ont rarement confirmé les éditoriaux anonymes consacrés à l'Europe centrale. On ne voit guère que *L'Humanité* pour faire correspondre à la rigueur les positions politiques et les informations étrangères.

★

Un rédacteur diplomatique dispose enfin de sources verbales : elles constituent ce qu'on appelle les bruits et les rumeurs, et ce que Spinoza nommait la connaissance par ouï-dire, qui est, comme l'on sait, au plus bas de l'échelle du savoir. Elles s'expriment parfois, lorsqu'on en fait état, par des verbes à l'indi-



PAUL NIZAN

## Chronique de septembre

Paul Nizan a publié en 1939 cette *Chronique de septembre*, récit et analyse des accords de Munich, de septembre 1938. Ce sera son dernier livre. Il trouve la mort le 23 mai 1940, au combat, près de Dunkerque. Pendant l'occupation, la *Chronique de septembre* a été saisie et détruite par les nazis.

Nizan décrit le journaliste comme un « historien de l'immédiat ». Avant d'entreprendre son étude sur Munich, il examine les sources de celui qui doit ainsi écrire l'histoire immédiate, il en pèse la valeur. Il définit toute une méthode, avec une clarté d'esprit remarquable.

Ayant ainsi forgé son instrument, Paul Nizan fait un remarquable récit, constamment appuyé sur une fine analyse politique, des jours dramatiques que l'Europe venait de vivre. Au terme de son enquête, il arrive non à une conclusion, mais à une question troublante : Et si Munich n'avait été qu'une « mystification » ? Une mise en scène concertée entre Chamberlain, Daladier et peut-être même Hitler, afin de provoquer dans les populations un état d'angoisse pour en tirer ensuite un maximum d'avantages politiques et sociaux ? Et si l'entente avec Hitler, au moyen de la médiation de Mussolini, avait été voulue par Londres et Paris pour tenir à l'écart Moscou et Washington ?

Presque quarante ans après, aucune étude historique n'a apporté plus d'informations et d'idées que cette analyse faite « à chaud ».

*nrf*

